

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8

6, rue du colonel Delorme
93100 Montreuil

Références : UDRD.2023.10.R.39
Code AIOT : 0005804051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport s'inscrit à la suite de l'incendie survenu sur le site le 16 janvier 2023 et de 7 précédentes visites. Le présent rapport relate les éléments observés par l'inspection lors de la visite terrain du 09 octobre 2023 mais également suite à différents échanges jusqu'au 13 octobre 2023.

La présente visite a été organisée à l'occasion d'un point d'étape des différents dossiers en cours et d'un premier récolement de l'arrêté préfectoral de remédiation du 28 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005804051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dispose sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5 900 m² louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023.

Deux arrêtés préfectoraux de mesures d'urgence ont été signés, l'un par monsieur le préfet le 17 janvier 2023 et l'autre par madame la secrétaire générale le 07 mars 2023. Le 28 juillet 2023 a été pris par madame la secrétaire générale un arrêté préfectoral de remédiation pour l'encadrement des suites du sinistre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi du traitement des eaux et des déchets issus du site par l'exploitant
- suivi de la préparation des travaux de déconstruction du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion et traitement de la pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
3	Mesure de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.3 de l'annexe	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Démantèlement et gestion des déblais	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 1.1 de l'annexe	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion et traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe	/	Sans objet
5	Gestion et traitement des eaux d'extinctions	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4 de l'annexe	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 09 octobre 2023 et les échanges survenus jusqu'au 13 octobre 2023 ont été l'occasion pour l'inspection des installations classées d'évaluer les avancées de l'exploitant sur les travaux de remédiation en cours.

Sur le démantèlement et la gestion des déblais, la charge de travail est estimée par l'exploitant à 33 semaines, du 09 janvier 2023 au 16 avril 2024. L'inspection demande à être informée tout au long du processus de caractérisation des déchets du site et des différents exutoires retenus par l'exploitant.

Sur la gestion et le traitement de la pollution des eaux souterraines, l'inspection prend acte des résultats d'abattement de 99 % du lithium obtenus par les essais de l'unité de traitement sur site. L'inspection a néanmoins constaté un retard dans la mise en œuvre de la barrière hydraulique. **Les éléments de justification fournis par l'exploitant permettent d'espérer le fonctionnement de l'unité de traitement courant de semaine 45. Passé cette échéance, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.** Par ailleurs, l'exploitant veillera à placer sur rétention tout produit néfaste pour l'environnement comme notamment les grands récipients pour vrac (GRV) d'eau de rinçage des résines échangeuses d'ions. 9 récépissés de déclaration d'ouvrages hydrauliques restent à transmettre à l'inspection et des travaux de mise en conformité des 19 puits du site restent à entreprendre dans les meilleurs délais. Enfin, **la 4^e campagne trimestrielle de mesure des eaux souterraines accuse d'ores et déjà un retard de plus d'un mois et devra débuter avant le 30 novembre 2023, sous peine de mise en demeure.**

Sur la gestion et le traitement des eaux de ruissellement, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'eau dans les rétentions du site formées par les réseaux. L'exploitant est invité à poursuivre les pompages de ces réseaux dès toute nouvelle montée en eau.

Sur la gestion et le traitement des eaux d'extinctions stockées sur des sites externes, seule l'entreprise DRPC stocke encore de telles eaux. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 janvier 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société DRPC dans le cadre de la gestion d'une installation temporaire de transit des déchets de l'incendie a été modifié le 28 septembre 2023, permettant ainsi le stockage de ces eaux du 30 septembre au 31 décembre 2023. Il a été rappelé à l'exploitant HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 l'échéance du 31 décembre 2023 pour exfiltrer les dernières eaux incendies de l'entreprise DRPC, son calendrier n'étant actuellement pas en phase avec cet objectif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démantèlement et gestion des déblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 1.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Description du chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées un protocole de démantèlement et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 avant le 31 juillet 2023. Ce protocole détaille notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• le phasage des travaux,• l'organisation du chantier (capacités techniques et humaines associées à un organigramme décrivant les rôles de chacun et les liens hiérarchiques),• la présence obligatoire de certains métiers (coordinateur sécurité, conducteur de travaux, etc.),• les moyens techniques, organisationnels et humains pour prévenir et faire face à un nouveau départ de feu (surveillance des points chauds, moyens en eau, lances, pompes, formation des intervenants),• les moyens mis en place pour limiter les nuisances envers le voisinage (brumisation, mesures de poussières, etc.),• les moyens mis en place pour limiter l'impact sur l'environnement (eau, sol, air),• les exutoires des différents matériaux (bétons, résidus de batteries, ferrailles, etc.),• la définition de la zone de travail (inspection des réseaux enterrés et autres utilités notamment),• les horaires de travaux,• les sens de circulation et les accès au site. <p>Le mémoire technique de l'entreprise retenue sera communiqué avant le 30 septembre 2023.</p> <p>Les travaux décrits au protocole doivent débuter avant le 15 octobre 2023 et être achevés avant le 31 mars 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 31 juillet 2023, l'inspection des installations classées a été destinataire par courrier électronique du protocole de démantèlement de l'entrepôt incendié, enrichi le 18 septembre du mémoire technique du prestataire retenu et le 25 septembre du planning prévisionnel des travaux. Ce planning fait état d'une durée totale des travaux de déconstruction s'échelonnant sur 33 semaines réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2 semaines de préparation,• 8 semaines pour la sécurisation du site,• 10 semaines pour la réalisation des études complémentaires,• 9 semaines pour la déconstruction et la remise en état du site,• 4 semaines pour la réalisation et la validation du dossier des ouvrages exécutés (DOE). <p>Le mémoire technique définit 3 phases au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none">• phase 1 : du 13 octobre 2023 au 09 janvier 2024 pour la sécurisation du site et la déconstruction des locaux impactés,• phase 3 : du 09 janvier 2024 au 16 avril 2024 pour le confortement des locaux préservés et la remise en état du site. <p>La phase 2 a pour objectif la poursuite d'études complémentaires de caractérisation des déchets, des cendres et des bétons courant décembre 2023. L'exploitant a estimé dans ses échanges avec l'inspection l'évacuation des premiers débris du site courant janvier 2024.</p>

Le mémoire technique de déconstruction prévoit la sauvegarde des bureaux ainsi que les 2/3 Est de la cellule n° 4, peu voir pas impactés par l'incendie du 16 janvier 2023. À ce stade des travaux, il est attendu du prestataire retenu la transmission d'un recalage du planning ainsi que d'une note méthodologique. L'exploitant a expliqué à l'inspection que chaque cellule devrait faire l'objet d'une évacuation différenciée de ses déchets, de telle sorte que soit comptabilisé le volume et les filières de traitement de cette évacuation par cellule.

L'exploitant a prévu l'envoi imminent d'un courrier annonçant au port (actuel propriétaire du site) le début de la déconstruction de l'entrepôt.

Commentaire de l'inspection n° 1: l'inspection des installations classées a invité l'exploitant à communiquer également auprès de la mairie de Grand-Couronne les dates et jalons encadrant le chantier de déconstruction.

Demande n° 1 : l'inspection des installations classées devra être tenue informée des avancées de chacune des phases du démantèlement et de la gestion des déblais. Particulièrement, l'exploitant veillera à fournir à l'inspection les éléments d'analyse de caractérisation des déchets ainsi que les exutoires retenus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion et traitement de la pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de confinement de la pollution
Prescription contrôlée : Avant le 30 septembre 2023, l'exploitant met en œuvre le confinement prévu par le protocole en date du 11 juillet 2023 et référencé 23B950032BH. Avant le 15 août 2023, l'exploitant réalise un nouvel essai de pompage et de traitement à l'aide du dispositif de traitement prévu par le protocole pour valider la performance du traitement. Les eaux de cet essai sont stockées sur site dans l'attente des résultats d'analyses qui doivent être transmis à l'inspection avant le 15 septembre 2023. Les bons de commande correspondant à la mise en place de ce confinement sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 10 août 2023. Ce confinement a pour objectifs d'éviter la propagation de la pollution identifiée dans la nappe alluviale au droit du site sinistré (notamment au lithium). Le confinement hydraulique est constitué de puits de pompage, de pompes et de piézomètres de surveillance en nombre suffisant pour contenir au droit du site les eaux souterraines impactées par le lithium . Les puits de pompage sont répartis de manière à créer des cônes de dépression se chevauchant, et ce afin d'empêcher le déplacement de la pollution vers la zone portuaire et la Seine. Les puits de pompage sont reliés à une unité de traitement avant rejet en Seine. Sauf périodes de maintenance des installations de pompage et/ou de traitement ou périodes de tests de l'éventuel effet rebond, les forages et les installations de traitement fonctionnent en permanence afin de permettre un confinement efficace de la pollution et un rejet conforme au milieu naturel. Tout arrêt fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. Le protocole et un bilan du premier mois de fonctionnement du confinement et de la surveillance des eaux souterraines est soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé mandaté par l'exploitant avant le 15 novembre 2023 dans le but de déterminer la suffisance du confinement mis en œuvre et la suffisance de la surveillance mise en œuvre.
Constats : Du 10 au 18 août 2023, des essais de filtration des eaux souterraines ont eu lieu sur site afin de déterminer l'efficacité du traitement à base de résines échangeuses d'ions mis en place par la société VALGO. Les résultats communiqués par courrier électronique du 28 septembre 2023 font état d'un abattement en lithium de 99% ainsi que des autres composés sous les valeurs fixées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023. Le dimensionnement visé par l'exploitant est l'atteinte de cet abattement pour un débit de 15 m³/h.

Les 24 et 25 août, des essais ont porté sur la régénération des résines échangeuses d'ions, progressivement saturées de lithium de part le processus de filtration. Le procédé de régénération de ces résines met en œuvre certains produits acides qu'il est important de ne pas répandre dans l'environnement. Lors de la visite de site, objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 3 bigbags comportant les résines régénérées ainsi que de 2 grands récipients pour vrac (GRV) comportant les effluents de régénération des résines pour environ 1,25 m³, sans rétention.

Demande n° 2 : les produits employés dans la régénération des résines pouvant représenter un danger pour l'environnement, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de placer ces produits et les concentrats obtenus sur rétention **pour le 15 novembre 2023 dernier délai.**

Par courrier électronique du 13 octobre 2023, l'exploitant a précisé à l'inspection que « ces GRV (mélanges d'acide et lithium, déchets issus des essais de traitement) [...] seront mis sur rétention semaine 42 ou semaine 43, et le chlorure de lithium sera envoyé en filière de traitement avec le reste des déchets de régénération des résines. »

Demande n° 3 : afin de limiter les arrêts de traitement, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de disposer d'une unité de résine de passe supplémentaire à employer lors de la régénération de la première.

Non-conformité n° 1 : l'unité de traitement utilisée pour les essais d'août n'étant qu'une unité pilote, elle est repartie depuis à destination d'autres sites du prestataire. L'exploitant reste dans l'attente des derniers éléments permettant de passer à une unité de traitement grande échelle. **Ainsi au 09 octobre 2023, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la mise en œuvre du confinement prévu par le protocole en date du 11 juillet 2023 et référencé 23B950032BH ce qui représente une non-conformité, l'échéance étant fixée au 30 septembre 2023.**

Par courrier électronique du 13 octobre 2023, l'exploitant précisait le planning de mise en fonctionnement suivant :

- « - L'installation du traitement sera réalisé en semaine 43
- Le traitement sera mis en route progressivement en semaine 44
- La barrière hydraulique sera fonctionnelle en semaine 45 »

Par ce même courrier électronique, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :

- le mail de confirmation de livraison de la chaîne de traitement en semaine 43 et des pompes en semaine 42 ;
- le mail de confirmation de livraison des résines en semaine 43 ;
- les différentes commandes passées auprès de ces fournisseurs.

Aux vues des engagements pris par l'exploitant et son prestataire ainsi que des éléments transmis et préalablement cités, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant. L'inspection se réserve toutefois la possibilité de mettre en demeure l'exploitant dans le cas où la barrière hydraulique ne serait toujours pas en fonctionnement semaine 46.

Depuis la dernière visite, 19 puits ont été forés en aval hydraulique du site. Ces forages constituent les points de prélèvements de la barrière hydraulique aux fins de traiter les eaux souterraines avant leur renvoi vers l'exutoire final qu'est la Seine. Les tests effectués sur ces puits montrent un débit compris entre 0,1 et 0,5 m³/h. Ces données démontrent une perméabilité variable des sous-sols du site, laissant penser à différentes vitesses de migration des polluants.

Par courrier électronique du 13 octobre 2023, l'exploitant a transmis les récépissés de déclaration des 19 ouvrages susmentionnés à la demande de l'inspection.

Demande n° 4 : l'inspection des installations classées reste dans l'attente des récépissés de déclaration des 5 piézomètres du site ainsi que des 4 forages réalisés courant juillet dans le cadre du dimensionnement de la barrière hydraulique. **Ces documents devront être transmis à l'inspection avant le 15 novembre 2023 dernier délai.**

Durant la visite du 09 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté la casse du puits n° 16 situé à l'entrée du site (fauché par le véhicule d'un gardien) ainsi qu'un manchon manquant pour le puits n°1. L'absence de capots au droit des 19 puits de la barrière hydraulique représente un danger d'infiltration des eaux météoriques dans la nappe souterraine, risque accru pour les puits n°1 et 16 affleurant le sol.

Demande n° 5 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que les puits n° 1 et n° 16 de la barrière hydraulique soient repris de plusieurs décimètres du sol comme les 17 autres et qu'ils soient tous capotés **avant le 15 novembre dernier délais**. Les puits devront également faire l'objet d'une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête, conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003.

Par courrier électronique du 13 octobre 2023, l'exploitant a précisé qu'une commande de capots était en cours pour une mise en place prévue semaine 43. Dans cette attente, une protection provisoire sera mise en place avec du scotch.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Mesure de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.3 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Campagne trimestrielle
Prescription contrôlée : La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 est tenue de mettre en place une autosurveillance des eaux souterraines de la nappe alluviale et dans la nappe dite « de la Craie » aux abords du site dans les ouvrages suivants : 5 piézomètres répartis sur le site (nappe alluviale) ; 4 piézomètres répartis à l'Ouest (2) et à l'Est (2) du site (nappe alluviale) ; 1 piézomètre situé au sein de l'entreprise ISP au Sud (nappe de la Craie) ; 1 piézomètre situé au sein de l'entreprise LOHEAC au Sud-Est (nappe de la Craie). Les modalités de prélèvement et d'analyse de ces eaux sont celles décrites dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023. La suffisance de la surveillance est également soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé. Fréquence minimum d'analyse par un laboratoire agréé trimestriellement la première année de fonctionnement du confinement hydraulique, puis semestriellement sur les paramètres suivants : MES, Conductivité, Fluorure, Sulfates, Arsenic, Fer, Nickel, Lithium, Manganèse, Benzo(a)pyrène, HAP, Benzène, Toluène, PFAS / PFOS.
Constats : Pour rappel, la 3ème campagne de mesure des eaux souterraines a eu lieu les 14 et 15 juin 2023 dans les 5 piézomètres du site, dans 4 piézomètres hors site (2 en amont et 2 en aval hydraulique) ainsi que dans les piézomètres de 2 sociétés situées au Sud et au Sud-Est. Non-conformité n° 2 : la fréquence de ces campagnes de suivi des eaux souterraines est fixée trimestriellement par l'arrêté susmentionné, ce que l'exploitant n'a pas respecté au jour de la visite. Demande n° 6 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la 4ème campagne de mesure des eaux souterraines du site HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 avant le 30 novembre dernier délai. Cette échéance dépassée, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les résultats d'analyse feront l'objet d'une transmission à l'inspection dès réception par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023. L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n° 4, fasse l'objet du même traitement. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet. L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.
Constats : Lors de la visite de site du 09 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence toujours effective des 2 bâches à eau de 500 m ³ sur le site, la première remplie de 350 m ³ d'eau mal traitées en provenance des réseaux, la seconde de 24 m ³ en provenance des essais de pompage liés à la barrière hydraulique. L'exploitant a déclaré dans son courrier électronique du 13 octobre 2023 que « <i>le traitement de ces eaux sera réalisé en parallèle du traitement de la barrière hydraulique, selon le débit effectif de la barrière.</i> » Au jour de la visite, l'inspection a constaté un niveau de charge des réseaux faisant office de rétention du site très faible, certains regards étant même asséchés. Le suivi hebdomadaire opéré par la société VALGO faisait état au 03 octobre 2023 de 5 regards secs et de la présence d'eau d'une hauteur de 3 cm maximum pour les 13 autres (déclaration orale d'un opérateur sur site). <u>Demande n° 7 :</u> malgré l'absence d'eau dans les réseaux le jour de la visite, il est rappelé qu'il est attendu un pompage dès la survenue d'évènement pluvieux pour éviter les infiltrations. Dans ce cadre, un suivi des volumes pompés est attendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage sur sites extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2023
Prescription contrôlée : <p>Les eaux issues de l'incendie du 16 janvier 2023 et stockées provisoirement chez les prestataires BACHELET BONNEFOND, SONOLUB et DRPC doivent faire l'objet d'un traitement avant la date du 30 septembre 2023. Dépassé ce délai et en l'absence d'accord de continuité de stockage auprès de ces prestataires, la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, producteur de ces déchets, doit les stocker dans une nouvelle installation de stockage, en vue de leur traitement dans une installation de traitement dûment autorisée.</p> <p>L'exploitant s'assure que les prestataires retenus bénéficient d'une autorisation encadrant notamment les rejets en lithium dont la valeur limite d'émission est de 25 µg/L. En cas de non atteinte de cette concentration, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 95 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considération le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197 m³/s.</p> <p>L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 transmet à l'inspection des installations classées avant le 15 août 2023 les bons de commande correspondant au traitement de ces eaux.</p> <p>Le traitement in situ des eaux stockées chez la société DRPC n'est pas autorisé.</p>
Constats : <p>Concernant le stockage provisoire des eaux incendie au sein des installations de l'entreprise DRPC, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence modifié du 17 janvier 2023 encadrant cette activité a fait l'objet d'une nouvelle modification à la demande de l'exploitant et en accord avec DRPC, portant la date limite d'exploitation d'une installation temporaire de transit de déchets du 30 septembre au 31 décembre 2023.</p> <p>Commentaire de l'inspection n° 3 : un projet de modification de l'arrêté préfectoral de remédiation est porté à la signature de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime parallèlement à l'établissement du présent rapport afin que les nouvelles échéances de l'APMU DRPC coïncident avec celles de l'arrêté préfectoral de remédiation de HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.</p> <p>Le 27 juin 2023, l'exploitant a procédé à un échantillonnage différencié sur les 2 mètres de colonne d'eau du bac DRPC afin d'évaluer la teneur étagée en lithium. Cette analyse n'a pas démontré de teneur disparate, les valeurs s'échelonnant de 17 000 à 19 000 µg/L.</p> <p>Le 26 septembre 2023, l'inspection des installations classées est informée par courrier électronique de l'exploitant de la défaillance d'un des 2 prestataires présagés pour le traitement ex situ des eaux stockées chez DRPC, le traitement de 508 tonnes d'eau n'ayant pas permis l'atteinte d'un taux d'abattement du lithium supérieur à 95 % comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023.</p>

Dans cette correspondance, l'entreprise SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 désigne à l'inspection le prestataire retenu pour ce traitement ayant atteint grâce à une technologie de traitement par osmose inverse un taux d'abattement du lithium de 97 %, et dont les premières norias (rotations de camions entre le lieu de stockage et le lieu de traitement) ont débuté le 18 octobre 2023. La cadence de traitement attendue était alors de 180 tonnes par jour, soit 7 camions citerne. À cette cadence et sans considération des congés de fin d'année, la fin de déstockage est prévue pour le 15 janvier 2024.

Commentaire de l'inspection n° 4 : l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant le délai lui étant alloué pour évacuer toutes les eaux incendie des installations de DRPC, à savoir le 31 décembre 2023.

À ce stade de la remédiation, les eaux stockées auprès de l'entreprise DRPC représentent les dernières eaux de l'incendie présentes à l'extérieur du site sinistré.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet